75 ans et plus nécessaire que jamais

Partage international nº 382 – Juin 2020

par Shereen Abdel-Hadi Tayles

Les Nations unies auront 75 ans le 24 octobre de cette année. Ces soixante-quinze dernères années, elles ont eu pour tâche de servir la population mondiale et de réduire la faim, les maladies et la pauvreté. La pandémie actuelle a mis le monde à genoux, surtout dans les domaines de l'économie et de la santé. Alors que les scientifiques se battent pour trouver un vaccin contre le Covid-19, beaucoup d'agences des Nations unies cherchent à tout prix à empêcher les dégâts collatéraux de la crise, dont une urgence alimentaire induite par la pandémie, qui va toucher les populations les plus pauvres et vulnérables.

Deux agences font face à d'immenses défis en ce moment : l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Tandis que l'OMS est aux prises avec la pandémie elle-même, en plus de gérer et de prévenir beaucoup d'autres maladies transmissibles et non-transmissibles dans le monde, le PAM doit résoudre les défis logistiques pour continuer à atteindre les millions de personnes qui comptent sur lui chaque année.



Photo : 26th MEU(SOC) PAO (U.S. Marines), Public domain, via la Wikimedia Commons

Avant la pandémie, une personne sur neuf dans le monde n'avait pas assez à manger. Cela représente environ 821 millions de personnes.

Le PAM, responsable de soulager la faim et la malnutrition dans le monde, assiste actuellement 100 millions de personnes dans 83 pays, dont 30 millions dépendent directement de l'organisation pour rester en vie. Comme toutes les agences des Nations unies, elle dépend des dons accordés par les Etats membres pour son fonctionnement, les Etats-Unis et l'Allemagne étant ses plus généreux contributeurs. Avant la pandémie, une personne sur neuf dans le monde n'avait pas assez à manger ; cela représente environ 821 millions de personnes. Cependant, la pandémie a empiré une situation déjà intolérable et exacerbe les inégalités pré-existantes.

Le directeur exécutif du PAM, David Beasley, a déclaré en avril 2020 devant le Conseil de sécurité de l'Onu que le monde risquait de faire face à *« de multiples famines de proportions bibliques dans seulement quelques mois »* à cause de la pandémie de Covid-19, et qu'il était urgent d'agir pour éviter cette catastrophe. D. Beasley a précisé que *« 130 millions de personnes supplémentaires pourraient être au bord de la famine à la fin 2020. Ce qui fait un total de 265 millions de personnes. »*

Les pays qui soulèvent le plus d'inquiétude sont en Afrique et au Moyen-Orient, où plus de personnes devraient mourir des impacts économiques de la pandémie que de la maladie directement. La grande majorité des personnes qui comptent sur le PAM se trouvent en Afrique, et les confinements actuels font obstacle à la chaîne d'approvisionnement alimentaire déjà fragile. Les mesures de confinement dans la majorité des 54 pays africains ont empêché les agriculteurs d'amener leurs produits aux marchés, et ces derniers, qui nourrissent des millions de personnes, sont fermés. De plus, tous les facteurs causant la faim en Afrique – sécheresses, changement climatique, crises des réfugiés, nuées de sauterelles en Afrique de l'Est, manque d'eau – existent toujours.

Avec ces défis logistiques et les systèmes de santé nationaux limités, le PAM aura besoin d'un accès illimité à ces communautés vulnérables pour continuer à être leur ligne de vie pendant la pandémie. D. Beasley a mis en garde le Conseil de sécurité car *« nous n'avons pas le temps avec nous »* mais il pense également que *« avec notre expertise et nos partenariats, nous pouvons rassembler les équipes et mettre en place les programmes nécessaires pour faire en sorte que la pandémie de Covid-19 ne devienne pas une crise humaine et*

alimentaire catastrophique ».

Comme le PAM, l'OMS affronte des défis sans précédent. L'OMS a une vision : *« Le plus haut niveau de santé atteignable pour tous, dans chaque pays. »* Pour y parvenir, elle a énormément de travail à accomplir, en effet, la moitié de la population mondiale n'a pas actuellement accès aux services de santé essentiels soit pour une raison de coût, soit par manque de médecins sur place. L'OMS s'est distinguée face à ces obstacles, réussissant à atteindre les communautés les plus reculées pour offrir gratuitement vaccins, dépistages, médicaments et d'autres services essentiels quasiment partout dans le monde et avec la coopération des gouvernements.

Les événements récents ont rendu l'objectif, déjà difficile, d'une couverture santé universelle encore plus difficile. L'appel à la distribution équitable des ressources de santé est particulièrement important dans la mesure où les personnes les plus vulnérables ont été négligées pendant cette crise, comme le note Philip Alston, l'expert de la pauvreté de l'Onu, ajoutant que cela *« les force à continuer à travailler dans des conditions dangereuses, mettant la vie de tous en danger ».* Il estime que la pandémie pourrait plonger 500 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. Il a proposé que *« les Etats riches offrent un soutien direct aux gouvernements qui en ont besoin, suspendent ou effacent les dettes étrangères, et mettent un terme au monopole sur les équipements médicaux et sur les tests pour le coronavirus ».*

La crise actuelle – que le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a appelé le plus grand défi de l'humanité depuis la Seconde Guerre mondiale – est rendue plus difficile par les critiques publiques que l'OMS a essuyé, ainsi que par la décision des Etats-Unis de suspendre leur participation financière à cette organisation. Ces derniers ont toujours été les plus larges contributeurs de l'OMS et d'autres agences de l'Onu, avec une contribution de plus de 400 millions de dollars en 2019. En ce sens, ils ont énormément contribué à soulager le monde de la pauvreté. Le retrait des fonds aura donc un énorme impact négatif sur les nombreuses personnes qui comptent sur l'OMS pour leurs besoins de santé, et qui sont déjà les plus vulnérables au monde. De plus, il n'existe pas d'alternative à l'OMS, ni à aucune autre agence de l'Onu, chacune si spécialisée dans son domaine de service, qui ait accès à tous, y compris les communautés les plus reculées.

Lors d'une interview avec A. Guterres le 1er mai 2020, la BBC lui a demandé s'il pensait que c'était un tort de retirer le financement de l'OMS. Il a répondu : *« Je crois qu'il est essentiel de maintenir au maximum les ressources de l'OMS parce que dans la présente situation, elle est impossible à remplacer pour apporter du soutien, particulièrement dans les pays en développement. Et aujourd'hui, ma principale inquiétude concerne ces pays. »*

P. Alston considère que ce n'est pas le bon moment pour retirer le financement, et que *« l'assaut contre l'OMS, à un moment où la coopération multilatérale est cruciale, est injustifié et déraisonnable, en plus d'être contre-productif ».*

Que chaque pays contribue dans la mesure de ses moyens au financement de l'Onu devrait être vu comme un devoir moral et éthique, pas comme une preuve de générosité ou de philanthropie. Les agences telles que l'OMS et le PAM, sur lesquelles comptent des millions de personnes, dépendent de la bonne volonté et de la générosité des nations les plus riches pour survivre.

Dans un monde idéal, il n'y aurait pas de pauvreté du tout, et les agences de l'Onu n'existeraient que pour redistribuer les ressources mondiales – nourriture, matières premières, énergie, expertise technologique et autres innovations qui améliorent notre qualité de vie – cédées librement par les nations dans la mesure de leurs excédents, ou simplement pour le bien commun.

P. Alston a mis en garde : *« Cette pandémie a exposé la banqueroute des systèmes de soutien social dans bien des pays. Alors que certains gouvernements ont adopté des mesures précédemment jugées irréalistes, la plupart des interventions sont à court-terme et provisoires, permettant de gagner du temps plutôt que de relever les immenses défis qui continueront loin dans le futur. C'est maintenant qu'il faut de profondes réformes structurelles, qui protégeront les populations et les rendront résilientes face à un futur incertain. »*

Note de la rédaction

L'Assemblée des Nations unies deviendra le grand corps législatif international. Son travail a jusqu'à présent été paralysé par le manque de soutien des grandes puissances, notamment des Etats-Unis et de la Russie, et du fait de l'existence du Conseil de sécurité et de son droit de veto. Ce Conseil n'a plus de raison d'être et doit céder la place à la voix plus représentative de l'Assemblée des Nations unies. L'Onu servira de modèle au futur gouvernement d'un monde composé d'Etats fédérés indépendants.

Le plan divin ne prévoit pas de placer les nations sous un même système politique. La démocratie, tout comme le communisme, sont des expressions, plus ou moins déformées, d'une idée divine. Dans le futur, chacun de ces systèmes, ayant atteint la perfection, présentera un modèle d'organisation sociale adaptée aux différents peuples et aux circonstances. « L'unité dans la diversité » sera la caractéristique des futurs groupements politiques. *(Les enseignements du Christ et la vie dans le nouvel âge,* Benjamin Creme*, Partage international,* numéro spécial)

Auteur : Shereen Abdel-Hadi Tayles, collaboratrice de Share International basée à Edmonton au Canada.
Sources : wpf.org ; ohchr.org
Thématiques :
Rubrique : De nos correspondants